

TABLE DES MATIÈRES

REMERCIEMENTS.....	5
PRÉFACE.....	11
L'UNION EUROPÉENNE AU DÉFI DU CORONAVIRUS : LE PASSAGE AU « MONDE D'APRÈS » ?.....	15
I. – <i>D'une unité à une autre</i>	15
II. – <i>Une Union au service de ses États</i>	18
III. – <i>Solidarité et monde « d'après »</i>	20
IV. – <i>Plan</i>	23
 PARTIE I. – VIE, SANTÉ ET ENVIRONNEMENT	 27
D'UNE VAGUE À L'AUTRE. LA COMPÉTENCE DE L'UNION VIS-À-VIS DES MENACES TRANSFRONTIÈRES GRAVES DE SANTÉ PUBLIQUE À L'ÉPREUVE ET À L'ÉCOLE DE LA COVID-19.....	29
I. – <i>Une coordination sanitaire à améliorer</i>	36
A. – Préparation et planification.....	37
1. – <i>L'épreuve de la première vague</i>	37
2. – <i>Les enseignements de la première vague</i>	41
B. – Surveillance épidémiologique	46
1. – <i>Le cadre juridique initial</i>	46
2. – <i>Les propositions législatives</i>	47
C. – Alerte, évaluation des risques et coordination.....	49
1. – <i>L'alerte</i>	51
2. – <i>L'évaluation des risques</i>	51
3. – <i>Coordination, assistance et urgence</i>	53
a. – <i>Coordination</i>	53
b. – <i>Assistance</i>	56
c. – <i>Urgence</i>	56
II. – <i>Une souveraineté sanitaire à assurer</i>	61
A. – Les mesures adoptées pour faire face à la crise	62
1. – <i>L'efficacité dans les achats</i>	62
2. – <i>La sécurité des réserves</i>	68

3. – <i>La disponibilité des dispositifs médicaux et des médicaments</i>	70
B. – Les améliorations attendues des propositions de la Commission	75
1. – <i>Le souhait d'une autonomie stratégique européenne renforcée</i>	76
2. – <i>Le rôle renforcé de l'Agence européenne des médicaments</i>	78
PANDÉMIE DE COVID-19 : LA SOLIDARITÉ ET LA COOPÉRATION OPÉRATIONNELLE ENTRE ÉTATS MEMBRES EN MATIÈRE MÉDICALE ET LOGISTIQUE	85
I. – <i>Le volet logistique de la lutte contre la pandémie de Covid-19</i>	88
A. – L'utilisation des instruments européens permettant de lutter contre la pandémie	88
1. – <i>Les instruments destinés à la protection de la santé publique</i>	88
2. – <i>Les instruments du mécanisme de protection civile</i>	92
B. – La mise en œuvre des mesures nationales de lutte contre la propagation du virus	93
1. – <i>Les mesures de distanciation sociale</i>	94
2. – <i>Les mesures de gestion des frontières</i>	96
II. – <i>Le volet médical de la lutte contre la pandémie de COVID-19</i>	102
A. – L'approvisionnement en matériel de protection médicale	103
1. – <i>La question de l'exportation du matériel de protection médicale</i>	103
2. – <i>Les solutions de gestion des besoins et de développement des stocks</i>	105
B. – Le traitement des patients contre la maladie de la Covid-19	108
1. – <i>La prise en charge médicale des patients</i>	108
2. – <i>Le traitement médicamenteux de la maladie</i>	111
LES MALADIES ANIMALES À L'INTERFACE ENTRE LA FAUNE SAUVAGE, LES ANIMAUX DOMESTIQUES ET LA SANTÉ PUBLIQUE	115
I. – <i>Les enjeux de la conservation de la biodiversité</i>	117
II. – <i>Maladies animales : la vie sauvage, le cheptel et les populations humaines</i>	122
A. – Remarques introductives	122
B. – Les maladies zoonotiques à la source de pandémies	123
C. – Les agents pathogènes infectant différentes espèces d'animaux domestiques à l'origine d'épizooties et de panzooties	124
D. – La faune sauvage en tant que réservoir d'agents pathogènes pour les animaux domestiques et les êtres humains	125
E. – Les virus Nipah, Ebola et SARS-CoV2 : zoonoses avec ou sans hôte intermédiaire	126
F. – Les maladies à transmission vectorielle	128
G. – Les maladies à prion	129

III. – <i>Le contrôle et la prévention des maladies : le cas du bétail</i>	131
A. – Remarques introductives	131
B. – Le contrôle ou l'éradication des maladies chez les animaux domestiques...	131
C. – Les vaccins comme mesures de prévention, de contrôle et d'éradication ...	134
IV. – <i>Cadre réglementaire couvrant les pandémies d'origine zoonotique</i>	135
A. – L'accord SPS.....	135
B. – Les mesures de conservation de la vie sauvage en vue de prévenir la dissémination des pathogènes.....	140
1. – <i>La convention sur le commerce international des espèces de faune et de flore sauvages (CITES)</i>	141
2. – <i>La réglementation de la commercialisation de la viande de brousse</i>	149
3. – <i>La réglementation de l'exportation de trophées</i>	151
 PARTIE II. – VALEURS, DROITS FONDAMENTAUX, ESPACE DE LIBERTÉ ET DE JUSTICE	155
 MESURES D'URGENCE SANITAIRE ET VALEURS DE L'UNION EUROPÉENNE	157
<i>Introduction : valeur de la vie et vie des valeurs</i>	157
I. – <i>Fondement : la nature du contrôle</i>	161
A. – Un contrôle politique difficilement praticable.....	162
B. – Un contrôle juridique potentiellement envisageable.....	165
II. – <i>Raisonnement : le degré de contrôle</i>	168
A. – L'insuffisance d'un contrôle de nécessité	169
B. – La pertinence d'un contrôle de proportionnalité <i>stricto sensu</i>	173
 LA CITOYENNETÉ DE L'UNION AUX TEMPS DU CORONAVIRUS	177
I. – <i>Les menaces pesant sur la dimension transnationale de la citoyenneté de l'Union européenne</i>	178
II. – <i>Le renforcement de la portée extraterritoriale de la citoyenneté de l'Union</i> ..	188
A. – Le droit à une protection consulaire	189
B. – Le dispositif mis en place par la directive (UE) 2015/637	193
III. – <i>Les enseignements de la crise de la COVID-19</i>	197
 COVID-19 ET DROITS FONDAMENTAUX : LA PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL À L'ÉPREUVE DE LA PANDÉMIE	201
I. – <i>Le tracking, une pratique généralisée dans le monde et copiée au sein de l'Union européenne</i>	204
A. – Des « modèles » étrangers liberticides	204

B. – Des choix techniques et politiques complexes en Europe	208
1. – <i>L'état des lieux</i>	208
2. – <i>Les choix techniques</i>	209
3. – <i>Les considérations politiques</i>	211
II. – <i>Les potentielles dérives conjurées par le droit européen de la protection des données à caractère personnel ?</i>	212
A. – Le principe du traçage numérique validé par le droit de l'Union européenne	212
B. – Des modalités de mise en œuvre très encadrées par le droit européen de la protection des données	216
LA FERMETURE DES FRONTIÈRES DE L'UNION POUR MOTIFS DE SANTÉ PUBLIQUE :	
LA RECHERCHE D'UNE APPROCHE COORDONNÉE	223
<i>Introduction</i>	223
I. – <i>La fermeture des frontières pour motifs de santé publique</i>	225
A. – La recherche d'une approche européenne coordonnée	226
B. – L'exigence de proportionnalité	230
II. – <i>La gestion de l'espace Schengen face aux crises : entre souveraineté, confiance mutuelle et solidarité</i>	233
A. – De l'harmonisation législative à la mise en œuvre solidaire de l'acquis	234
B. – Les contrôles aux frontières intérieures, instruments de gestion des crises ?	237
L'IMPACT DE LA COVID-19 SUR LE DROIT SOCIAL EUROPÉEN	241
I. – <i>L'interruption de la libre circulation des travailleurs</i>	245
A. – Fermeture des frontières extérieures de l'Union	245
B. – Fermeture des frontières intérieures de l'Union	246
II. – <i>Politique de soutiens financiers des États membres en matière de risques sociaux</i>	251
A. – Soutien de l'emploi	252
B. – L'aide aux plus démunis	256
III. – <i>Le devenir de la cohésion sociale dans l'Union européenne</i>	258
A. – Le devenir des emplois	259
B. – Le devenir des services sociaux d'intérêt général	261
LE MANDAT D'ARRÊT EUROPÉEN EN PÉRIODE DE PANDÉMIE : CARTOGRAPHIE	
DES CONSÉQUENCES DE LA COVID-19 SUR SON FONCTIONNEMENT	267
I. – <i>Conséquences pratiques : une suspension de l'exécution des remises</i>	270
A. – Un impact limité en raison du caractère urgent des procédures concernant les mandats d'arrêts européens	270

B. – La remise différée des personnes et ses conséquences sur leur maintien en détention	273
II. – <i>Émergence possible de nouveaux risques pour les droits fondamentaux des personnes recherchées</i>	279
A. – Risques liés aux conditions de détention.....	280
B. – Risques liés aux mesures adaptant les procédures pénales.....	284
<i>Conclusions</i>	289
 PARTIE III. – CONTRATS ET INTÉRÊTS ÉCONOMIQUES.....	293
LA PROTECTION EUROPÉENNE DES CONSOMMATEURS FACE À LA CRISE DE LA COVID-19	295
I. – <i>Nouvelles tendances dans la consommation</i>	298
II. – <i>Application des règles horizontales de protection des consommateurs</i>	300
A. – Coopération entre autorités nationales des États membres	300
B. – Pratiques commerciales déloyales.....	301
C. – Contrats de consommation.....	303
D. – Transports.....	306
E. – Crédit	309
F. – Paiements	310
III. – <i>Incidence de la pandémie sur l'avenir de la politique de la consommation européenne</i>	311
IV. – <i>Les limites et les atouts de l'Union européenne</i>	312
 LE DROIT DES TRANSPORTS AÉRIENS FACE À LA PANDÉMIE DE COVID-19. BRÈVES RÉFLEXIONS À L'AUNE DE LA PROTECTION DES PASSAGERS AÉRIENS PAR LE DROIT DE L'UNION.....	315
I. – <i>Passagers aériens et « vols secs » : un droit de l'Union exclusif</i>	318
A. – Les obligations du transporteur aérien en cas d'annulation de vol.....	319
B. – Les « circonstances extraordinaires » comme justification de l'annulation d'un vol.....	323
II. – <i>Passagers aériens et voyages au forfait : un droit de l'Union composite</i>	326
A. – Le fonds commun européen constitué par la directive relative aux voyages à forfait et aux prestations liées.....	327
B. – L'adaptation du droit des États membres : le cas français	329
 DE NOUVELLES FORMES DE SUPERVISION BANCAIRE ET FINANCIÈRE.....	333
I. – <i>La continuité relative de l'action des AES</i>	337
A. – Le recours aux moyens offerts par les textes.....	338
B. – Le pragmatisme volontariste dans l'application de la législation européenne	340

II. – <i>Le changement relatif de l'action de la BCE</i>	343
A. – Stabilité et sécurité	344
B. – Liquidité et financement.....	346
THE UNION LEGAL AND REGULATORY RESPONSE TO COVID-19 FOR THE INSURANCE SECTOR: A LEGAL PRACTITIONER'S PERSPECTIVE.....	351
<i>Introduction</i>	352
I. – <i>The Union's legislative and institutional framework for the insurance sector</i>	355
II. – <i>The Union's supervisory response to Covid-19 for the insurance sector</i>	357
A. – EIOPA's central role	358
B. – Principal supervisory and other measures – EIOPA's initial reactions to the pandemic	358
C. – Principal supervisory and other measures – EIOPA's follow-up action	363
1. – <i>Credit insurance</i>	363
2. – <i>Integrating Covid-19 into EIOPA's general responsibilities</i>	363
3. – <i>The Solvency II Review</i>	365
D. – Conduct of business and fair treatment of consumers	367
1. – <i>Managing consumer expectations</i>	367
2. – <i>Product oversight and governance and consumer trends during Covid-19</i>	369
3. – <i>Additional EIOPA powers</i>	372
E. – Insurance guarantee schemes.....	373
III. – <i>Union law on contracts of insurance – litigation scenarii</i>	374
IV. – <i>Policy options for the future – the emergence of shared resilience solutions</i>	379
V. – <i>Selected cross-sectoral matters</i>	384
A. – Antitrust	384
B. – Rights to privacy and protection of personal data.....	385
<i>Assessment and conclusion</i>	386
L'ENCADREMENT EUROPÉEN DE LA COMMANDE PUBLIQUE FACE AUX DÉFIS DE LA CRISE SANITAIRE	389
<i>Introduction</i>	389
I. – <i>L'adaptabilité du cadre européen des marchés publics</i>	392
A. – La mise en avant du critère de l'urgence	393
B. – La modification des contrats en cours d'exécution	395
II. – <i>L'insuffisance des réponses communes des États et de l'Union européenne</i>	397

A. – Le défaut de transparence des marchés conjoints.....	397
B. – L'insuffisante prise en compte des coopérations public – public	400
III. – <i>La nécessité d'une refondation partielle du cadre normatif</i>	402
A. – Renforcer la marge de manœuvre des acheteurs.....	402
B. – Infléchir l'interprétation des principes fondamentaux de la commande publique	405
CONCURRENCE EN TEMPS DE CRISE	409
I. – <i>Une mise en œuvre pragmatique mais scrupuleuse du droit des pratiques anticoncurrentielles</i>	410
A. – Une approche pragmatique : la levée des obstacles à certains accords de coopération.....	412
1. – <i>Les critères d'évaluation des coopérations dans le cadre de la situation extraordinaire de crise</i>	413
2. – <i>Une procédure idoine pour sécuriser les coopérations nécessaires et temporaires</i>	417
B. – Une approche vigilante : l'exemple des prix excessifs	420
1. – <i>Le contrôle des prix excessifs ou abusifs par les autorités de la concurrence</i>	421
2. – <i>Les mesures alternatives mobilisées durant la crise</i>	423
a. – <i>Le recours manqué aux mesures provisoires ?</i>	424
II. – <i>Un soutien massif aux entreprises</i>	425
A. – La levée des obstacles au déploiement rapide des dispositifs d'aides d'État	426
1. – <i>Un encadrement souple et flexible</i>	428
2. – <i>Un cadre évolutif</i>	429
3. – <i>Un cadre temporaire</i>	430
4. – <i>Un cadre parfois critiqué</i>	431
B. – Le rôle mineur du contrôle des concentrations pendant la crise.....	432
III. – <i>Les enseignements de la crise induisent une nécessaire évolution du droit de la concurrence</i>	435
A. – Le positionnement des autorités de concurrence	435
B. – La réflexion sur les composantes d'un marché concurrentiel.....	436
URGENCE COVID-19 ET ENCADREMENT DES AIDES D'ÉTAT : LEÇONS ET DÉFIS	439
I. – <i>Encadrement des aides d'État dans le contexte de la pandémie</i>	442
A. – Article 107, paragraphe 2, point b), TFUE – Mesures d'indemnisation des dommages.....	443
B. – Article 107, paragraphe 3, point b), du TFUE – Mesures destinées à remédier à une perturbation grave de l'économie.....	447

C. – Article 107, paragraphe 3, point c), du TFUE – Les mesures de soutien ordinaires adaptées à la gestion de crise	457
II. – <i>Utilisation des aides d'État dans le contexte de la pandémie</i>	458
III. – <i>Risques d'une réglementation d'urgence pour la concurrence et le marché intérieur</i>	466
IV. – <i>Conclusions – Les défis pour l'Union européenne et les États membres</i>	478
 PARTIE IV. – ÉCONOMIE ET FISCALITÉ	481
 LA CRISE DE LA COVID-19 ET LE CHANGEMENT DE PARADIGME FINANCIER INDUIT PAR LE PLAN DE RELANCE	483
I. – <i>L'instrumentalisation de la dépense publique</i>	487
A. – L'émergence d'une solidarité financière dans les mesures conjoncturelles	488
B. – L'avènement d'une politique de soutien aux investissements dans les mesures structurelles	492
II. – <i>Le financement public par le marché</i>	497
A. – Les instruments d'emprunt public	498
B. – Le caractère novateur des obligations du plan de relance	502
 LA FLEXIBILITÉ DE LA GOUVERNANCE ÉCONOMIQUE À L'ÉPREUVE DE LA CRISE SANITAIRE	511
I. – <i>Une gouvernance flexible</i>	515
A. – La flexibilité cachée	516
1. – <i>La flexibilité des sources</i>	516
2. – <i>La flexibilité des méthodes</i>	519
B. – La flexibilité assumée	521
1. – <i>La flexibilité permanente</i>	521
2. – <i>La flexibilité temporaire</i>	524
C. – La flexibilité limitée	526
1. – <i>Une flexibilité étroite</i>	526
2. – <i>Une réforme nécessaire</i>	528
II. – <i>Une flexibilité évanescence</i>	529
A. – Une flexibilité nécessaire	530
1. – <i>La flexibilité budgétaire</i>	530
2. – <i>L'inflexibilité économique</i>	533
B. – Une flexibilité en danger	536
1. – <i>Le renforcement de la gouvernance économique</i>	537
2. – <i>La conditionnalité des aides</i>	539

FAIRE FACE À LA CRISE DE LA COVID-19 : QUELLES NOUVELLES RESSOURCES PROPRES EUROPÉENNES ?	543
I. – <i>Les acquis : faire face au moyen de deux nouvelles ressources propres environnementales non fiscales</i>	552
A. – Deux nouvelles ressources propres à vocation environnementale	552
B. – Deux nouvelles ressources propres non fiscales	556
II. – <i>Les enjeux : faire face au moyen de véritables impôts européens</i>	560
A. – Les enjeux fiscaux des projets de « redevance numérique » et de taxe sur les transactions financières	561
B. – Les enjeux économiques et constitutionnels des impôts européens	566
 PARTIE V. – SYSTÈME JURIDICTIONNEL	571
LA COUR DE JUSTICE DE L'UNION EUROPÉENNE FACE À LA CRISE SANITAIRE	573
<i>Introduction</i>	574
I. – <i>L'impact de la crise sanitaire sur le déroulement de la phase écrite de la procédure</i>	575
A. – Le respect des délais de procédure	576
B. – La transmission des actes de procédure	578
C. – Les décisions des juridictions relatives au traitement procédural des affaires	580
II. – <i>L'impact de la crise sanitaire sur l'organisation et le déroulement de la phase orale de la procédure</i>	581
A. – Le temps de l'urgence : annulation et report de toutes les audiences de plaidoiries fixées à courte échéance	581
B. – Le temps de latence : conversion de plusieurs audiences en question pour réponse écrite	584
C. – Le temps de l'espérance : la reprise progressive des audiences de plaidoiries	586
III. – <i>L'impact de la crise sanitaire sur l'organisation des délibérations des juridictions de l'Union</i>	589
<i>Conclusion</i>	592
 RESSOURCES UTILES SUR LE THÈME COVID-19 ET DROIT DE L'UNION EUROPÉENNE	595
I. – <i>Ressources générales et transversales</i>	595
A. – Textes officiels	595
B. – Doctrine	596
II. – <i>Ressources classées par thème</i>	598
A. – Affaires monétaires	598

1. – <i>Textes officiels</i>	598
2. – <i>Doctrine</i>	598
B. – Budget	599
1. – <i>Budget de l'Union</i>	599
a. – <i>Textes officiels</i>	599
b. – <i>Doctrine</i>	599
2. – <i>Budget et dette publique</i>	600
C. – Concurrence	600
1. – <i>Textes officiels</i>	600
2. – <i>Doctrine</i>	600
D. – Concurrence : aides d'État	601
1. – <i>Textes officiels</i>	601
2. – <i>Doctrine</i>	601
E. – Consommation.....	602
1. – <i>Textes officiels</i>	602
2. – <i>Doctrine</i>	602
F. – Emploi et politique sociale	603
1. – <i>Textes officiels</i>	603
2. – <i>Doctrine</i>	603
G. – Justice	603
1. – <i>Textes officiels</i>	603
2. – <i>Doctrine</i>	604
H. – Marché intérieur, frontières et libertés de circulation.....	604
1. – <i>Textes officiels</i>	604
2. – <i>Doctrine</i>	607
I. – Numérique : protection des données personnelles	608
1. – <i>Textes officiels</i>	608
2. – <i>Doctrine</i>	609
J. – Numérique : lutte contre la désinformation.....	610
K. – Recherche et innovation.....	610
1. – <i>Textes officiels</i>	610
2. – <i>Doctrine</i>	610
L. – Santé publique	610
1. – <i>Textes officiels</i>	610
2. – <i>Doctrine</i>	612

M. – Santé publique : équipement de protection individuelle (EPI).....	613
N. – Sécurité alimentaire	614
1. – <i>Textes officiels</i>	614
2. – <i>Doctrine</i>	614
O. – Solidarité et gestion de crise.....	614
P. – Solidarité et gestion de crise : protection civile, aide humanitaire et aide d'urgence.....	615
1. – <i>Textes officiels</i>	615
2. – <i>Doctrine</i>	615
Q. – Solidarité et gestion de crise : aide d'urgence	615
R. – Solidarité et gestion de crise : Fonds européens	616
1. – <i>Textes officiels</i>	616
2. – <i>Doctrine</i>	617
S. – Solidarité et gestion de crise : Solidarité internationale et action extérieure.....	617
T. – Transport.....	618
1. – <i>Textes officiels</i>	618
2. – <i>Doctrine</i>	619
III. – <i>Autres ressources</i>	619
A. – Textes officiels.....	619
B. – Doctrine.....	620
IV. – <i>Droit du Conseil de l'Europe</i>	621
A. – Textes officiels.....	621
B. – Doctrine.....	622
TABLE DES MATIÈRES	623